



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
GÉNÉRALE

TD/387
18 février 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

Dixième session
Bangkok (Thaïlande)
12-19 février 2000

**Déclaration de Bangkok :
Pour un dialogue mondial et un engagement dynamique**

Nous, États membres de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, réunis à Bangkok (Thaïlande), du 12 au 19 février 2000 pour la dixième session de la Conférence, convenons et déclarons ce qui suit :

Le contexte

1. Nous sommes venus à Bangkok pour réfléchir aux stratégies de développement dans un monde de plus en plus interdépendant et aux moyens de faire de la mondialisation un instrument efficace au service du développement. Dans le contexte des perspectives engendrées par la révolution technologique, par l'ouverture des marchés et par la mondialisation, l'objectif fondamental de nos efforts a été de promouvoir la croissance et un développement durable, et de rechercher pour tous équité et participation. Nos délibérations nous ont rappelé l'ampleur et l'urgence de la tâche consistant à concrétiser en mesures effectives des concepts largement acceptés. Nous quittons Bangkok avec la conviction que nous pourrions progresser dans la voie d'une coordination et d'une coopération plus efficaces entre les gouvernements et entre les institutions internationales pour le traitement des questions relatives à l'interdépendance globale et au développement.

2. La mondialisation est un processus évolutif qui ouvre des possibilités, mais qui crée aussi des risques et des difficultés. Elle a élargi les perspectives de progrès technologique et d'intégration effective dans l'économie internationale. Elle a accru la prospérité et les possibilités pour les pays d'en bénéficier. Toutefois, la mondialisation comporte aussi un risque de marginalisation des pays, en particulier des pays les plus pauvres, et des groupes les plus vulnérables partout dans le monde. Les écarts de revenu dans et entre les pays restent larges, et le nombre de personnes vivant dans la pauvreté a augmenté. Les asymétries et les déséquilibres de l'économie internationale se sont accentués. L'instabilité du système financier international reste un problème grave, dont il faut se saisir d'urgence.

3. La dixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement s'est déroulée dans un pays et dans une région qui ont été au cœur de l'une des plus graves crises financières et économiques de la période récente, d'une crise qui a eu des effets préjudiciables sur la presque totalité des pays en développement. En dépit de leurs incidences économiques et sociales négatives, les crises peuvent jouer un rôle de catalyseur; elles ont tendance à cristalliser l'attention et la volonté des gouvernements et des peuples sur les mesures décisives à prendre pour faire face aux difficultés. C'est ce qui s'est produit, par exemple, en Asie de l'Est et du Sud-Est. En un laps de temps relativement court, au moyen de diverses mesures nationales judicieuses et avec la coopération de la communauté internationale, les pays touchés ont pu prendre les initiatives nécessaires pour retrouver la croissance et sortent actuellement de la crise avec un sentiment ravivé de confiance. C'est une illustration de ce que les hommes peuvent accomplir lorsqu'ils mobilisent leurs forces collectives pour relever les défis de la mondialisation.

4. De formidables difficultés restent à vaincre. Les pays touchés par la crise ont dû s'attaquer à leurs problèmes structurels, qui ont été amplifiés par le coût humain et social de la crise. Ils doivent, avec l'aide de la communauté internationale, définir des stratégies qui contribueront à renforcer et à soutenir la croissance tout en permettant de retrouver rapidement les niveaux de développement humain et social d'avant la crise. Ils doivent également transformer leurs institutions en instruments efficaces pour la mise en œuvre de ces stratégies. Les qualités qui ont caractérisé l'Asie de l'Est et du Sud-Est et qui sont communes à tous les cas exemplaires de développement n'ont rien perdu de leur validité : de solides fondamentaux macroéconomiques, une meilleure gestion des affaires publiques, des taux d'épargne élevés, l'investissement dans les ressources humaines, l'exploitation durable des ressources naturelles, un vigoureux partenariat entre le secteur public et le secteur privé, et le dynamisme des exportations. Ces caractéristiques comptent parmi les conditions nécessaires d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable. Nous devons prendre des mesures déterminées pour éviter des crises futures, ou atténuer le risque de telles crises. Outre les efforts nationaux, la communauté internationale dans son ensemble doit assurer un environnement mondial favorable par une coopération renforcée dans les domaines du commerce, de l'investissement, de la concurrence et du financement, et contribuer à la stabilité monétaire de façon à rendre la mondialisation plus efficace et plus équitable.

Un nouveau départ

5. Première grande conférence intergouvernementale sur l'économie et le développement du siècle, la dixième session de la Conférence nous a offert une occasion unique de faire le bilan de

l'expérience récente de la mondialisation et d'engager une réflexion à cet égard, d'examiner les forces et les faiblesses des approches et des politiques suivies par le passé, et de déterminer les grands chantiers de l'avenir : assurer l'intégration effective de tous les pays dans le système commercial international; améliorer les capacités de production; résoudre le problème de la dette; renforcer l'engagement en faveur du développement social; garantir la participation politique, économique et sociale des femmes; mobiliser des flux financiers adéquats pour le développement, notamment en remédiant à la tendance à la baisse de l'aide publique au développement (APD) et en veillant à une utilisation efficace de cette aide; entreprendre des réformes institutionnelles; réduire l'instabilité financière; et renforcer les capacités technologiques des pays en développement. La Conférence a permis à la communauté internationale de se concentrer sur les problèmes fondamentaux des dernières décennies, notamment l'extrême pauvreté et l'aggravation des inégalités dans et entre les nations, problèmes qui sont une menace pour la stabilité internationale. Dans un monde où le savoir prend de plus en plus d'importance, il est nécessaire, pour que les pays en développement participent réellement à l'économie mondiale, de soutenir un développement fondé sur le savoir.

6. La mondialisation peut être une force puissante et dynamique de croissance et de développement. Si elle est bien maîtrisée, elle permettra de jeter les bases d'une croissance durable et équitable à l'échelle internationale. À cette fin, il est essentiel de persévérer dans la recherche de solutions consensuelles par un dialogue ouvert et direct qui tienne compte des intérêts fondamentaux de tous.
7. La Conférence de Bangkok a particulièrement insisté sur la nécessité d'une plus grande cohérence de l'action aux niveaux national et international. Il devrait y avoir complémentarité entre les politiques macroéconomiques et sectorielles au niveau national et entre les politiques menées au niveau national et au niveau international. Une coopération et une coordination plus efficaces entre les institutions multilatérales sont aussi nécessaires. Les cadres institutionnels nationaux et internationaux devraient être renforcés en conséquence.
8. De nombreux pays ont du mal à s'adapter à l'intensification de la concurrence et n'ont pas la capacité de profiter des possibilités offertes par la mondialisation. Cela exige un effort déterminé en faveur de ceux qui sont menacés de marginalisation. À cet égard, l'Afrique, qui dispose du même potentiel que toute autre région devrait bénéficier d'une attention particulière. Pour la communauté internationale, tout comme pour chaque société nationale, le critère ultime est la façon dont elle traite ses membres les plus faibles. Dans ce contexte, la Conférence souligne l'importance de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés et demande instamment à la communauté internationale de contribuer à son succès.
9. La solidarité et un sens aigu de responsabilité morale doivent inspirer la politique nationale et internationale. Ce sont non seulement des impératifs éthiques, mais aussi les préalables indispensables à un monde prospère, pacifique et sûr, fondé sur un véritable partenariat. Ce partenariat exige des mécanismes institutionnels plus ouverts, plus transparents et faisant davantage appel à la participation pour la prise de décisions économiques au niveau international, de façon à garantir que tous aient accès dans des conditions équitables aux avantages de la mondialisation. En outre, le succès des efforts internationaux en faveur du développement dépend de la prise en compte de toutes les parties intéressées, y compris le secteur privé, les organisations non gouvernementales (ONG) et les milieux intellectuels et universitaires.

10. La Conférence souligne son attachement à un système commercial multilatéral qui soit juste, équitable et réglementé et qui fonctionne d'une manière non discriminatoire et transparente et procure des avantages à tous les pays, en particulier les pays en développement. Pour qu'un tel système existe, il faudra, en particulier, améliorer l'accès au marché pour les biens et les services présentant un intérêt particulier pour les pays en développement, régler les questions relatives à la mise en œuvre des accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), appliquer pleinement un traitement spécial et différencié, faciliter l'accession à l'OMC et fournir une assistance technique. La Conférence réaffirme que tous les pays et toutes les organisations internationales devraient faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que le système commercial multilatéral réalise son plein potentiel de promotion de l'intégration de tous les pays, spécialement les pays les moins avancés, dans l'économie mondiale. Tout cycle nouveau de négociations commerciales multilatérales devrait se dérouler dans l'optique du développement. Il demeure urgent pour la communauté internationale de réaliser sans tarder des progrès dans tous ces domaines. La Conférence insiste sur le rôle et la contribution de l'intégration régionale en la matière.

Un dialogue ouvert et un plein engagement

11. En tant que principale institution du système des Nations Unies pour le traitement intégré du développement et des questions interdépendantes dans les domaines du commerce, du financement, de l'investissement, de la technologie et du développement durable, la CNUCED doit apporter une contribution substantielle à la poursuite des objectifs de développement. Elle doit aussi jouer un rôle actif dans la réalisation d'un consensus sur les questions bien définies de l'appui au commerce et du développement.

12. Une contribution de la dixième session de la Conférence et de la préparation de cette session a été l'instauration d'un dialogue ouvert et d'un échange de vues loyal. Un large accord a pu être réalisé à Bangkok sur l'engagement moral partagé d'instaurer un monde meilleur et plus juste. Les travaux de la CNUCED peuvent être utiles pour relever les défis de la mondialisation et exploiter les possibilités qu'elle offre et pour alimenter un débat ouvert et systématique sur diverses questions relatives au développement d'intérêt mondial entre les partenaires participant au processus de développement, y compris le secteur privé, les ONG, les milieux intellectuels et universitaires et les parlementaires. Il faudrait poursuivre ce dialogue ouvert pour aider à définir les relations économiques internationales du XXI^e siècle.

13. La Conférence a réuni des partenaires du développement pour proposer des solutions pratiques et constructives. Elle a donné des raisons de croire en la possibilité de créer un système économique mondial plus juste et meilleur, d'atténuer la pauvreté, de corriger les déséquilibres et d'améliorer la protection de notre environnement ainsi que d'offrir à tous les individus la sécurité et des possibilités de plus en plus grandes d'améliorer leur niveau de vie et de mener une existence épanouie et constructive. Nous avons arrêté un plan d'action à cette fin. Nous devons maintenant nous employer tous ensemble à faire de cet espoir une réalité.
